



PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

La directrice
à
M. le procureur de la république
Tribunal de grande instance d'Albertville
Avenue des Chasseurs Alpins
CS 10125
73208 ALBERTVILLE CEDEX

Affaire suivie par : Guillaume DINOCHÉAU
Cellule Déchets - sites et sols pollués
Tél. : 04 79 62 81 88
Télécopie : 04 79 69 51 61
Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr
20150924-BOR-UiomValezanTransmPV-v2.odt

Chambéry, le 25 SEP. 2015

BORDEREAU D'ENVOI

DÉSIGNATION DES PIÈCES	NOMBRE	OBSERVATIONS
- procès verbal de contraventions	2 pièces	<input type="checkbox"/> Pour avis
- courrier d'accompagnement	1	<input type="checkbox"/> Pour attribution
- accusé de réception du procès verbal	1	<input checked="" type="checkbox"/> Pour suite à donner
- bulletin d'information sur les suites judiciaires	1	<input type="checkbox"/> Pour information
		<input type="checkbox"/> Pour éléments de réponse
		<input type="checkbox"/> Pour projet de réponse à la signature de M. le Préfet
		<input type="checkbox"/> En retour après signature
		<input type="checkbox"/> En retour après rectification

La directrice
Le chef de l'unité
Prévention des Pollutions,
Santé environnement

Yves-Marie VASSEUR

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Chambéry, le 25 SEP. 2015

Affaire suivie par : Guillaume DINOCHEAU
Cellule Déchets - sites et sols pollués
Tél. : 04 79 62 81 88
Télécopie : 04 79 69 51 61
Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr
20150924-LET-UiomValezanDepasstDioxinesCourierProc-v3-1.odt

La Directrice Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du logement

à

Monsieur le procureur de la République
Tribunal de grande instance d'Albertville
Avenue des Chasseurs Alpains
CS 10125
73208 ALBERTVILLE CEDEX

OBJET : *Procès verbal de contravention*

P. J. : *1 procès verbal de synthèse
1 procès verbal de constatations
1 accusé de réception du procès verbal
1 bulletin d'information sur les suites judiciaires*

J'ai l'honneur de vous transmettre un procès-verbal de contraventions dressé par monsieur Guillaume DINOCHEAU, ingénieur de l'industrie et des mines agissant en qualité d'inspecteur de l'environnement, à l'encontre du SMITOM de Tarentaise pour l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée sans respect de certaines règles générales et prescriptions techniques applicables.

Dans ces conditions, je vous propose de requérir la plus stricte application des peines prévues par l'article L 171-1 du code de l'environnement

La directrice

Le chef de l'unité
Prévention des Pollutions,
Santé-environnement

Yves-Marie VASSEUR

Copies : UT (D2, Chrono), Préfecture – DDSCPP

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

Procès-verbal N° :20150925-PV-UiomValezanDepasstDioxinesSynthese-v4.odt	N° de pièce :1/2
---	------------------

Nous soussignés, Guillaume DINOCHÉAU, inspecteur de l'Environnement affecté à la DREAL Rhone Alpes, en poste à Chambéry :

Unité territoriale des deux Savoie, 430 rue de la Belle Eau, 73000 Chambéry

Tél. : 04 79 62 81 88 ; Mail :guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr

En vertu des articles 28 du Code de Procédure Pénale et L.172-1, L.172-4, L.172-5 du Code de l'Environnement,

Rapportons les opérations suivantes :

Personne morale mise en cause : SMITOM de Tarentaise (Syndicat Mixte Intercantonal pour le Traitement des Ordures Ménagères)

Adresse du siège social : 252 Grande rue – B.P. 16 – 73 212 AIME cedex

**Code NATINF : 4808 - EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE
AUTORISEE SANS RESPECT DES REGLES GENERALES ET PRESCRIPTIONS
TECHNIQUES**

Exposé des faits

Le SMITOM de Tarentaise, autorisé au titre de la législation sur les installations classées à exploiter l'usine d'incinération de déchets non dangereux de Valezan, n'a pas respecté plusieurs prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/02/12 :

- article 3 - § 7.7.2 et 7.7.3 et annexe 3 – d : valeurs limites d'émissions en dioxines – furannes ;
- article 3 - § 7.8.2.3 : contre-mesure des dioxines – furannes dans les 10 jours suivant la réception d'un rapport d'analyses montrant un dépassement des valeurs limites pour ce paramètre ;
- article 3 - § 7.10.1 : information de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais en cas de dépassement valeurs limites d'émissions.

Enquête

Ces faits sont issus de l'examen réglementaire, au bureau, des résultats d'auto-surveillance transmis par l'exploitant à notre service conformément aux dispositions dudit arrêté.

Enjeux:

1) Dépassement des valeurs limites d'émission en dioxines-furannes

Les dioxines et furannes constituent une famille de composés chimiques contenant des atomes de chlore associés à des noyaux benzéniques. Elles sont présentes à l'état de trace dans les fumées d'incinération de déchets. L'incinération et les procédés industriels thermiques constituent la première source d'émission de ces substances dans l'environnement. Ces substances présentent pour la plupart une toxicité élevée, même en très faibles quantités. Elles présentent par ailleurs la caractéristique d'être bio-accumulables (dans le corps humain et chez les animaux, spécialement dans les matières grasses comme le lait) et persistantes dans

l'environnement (la dégradation des dioxines en molécules plus petites et non toxiques est très lente : la concentration en dioxines est divisée par 2 au bout de 10 ans environ).

La réglementation européenne fixe des valeurs limites en concentration de dioxines – furannes dans certains aliments (œufs, lait, viande, légumes), afin de limiter l'effet sanitaire de ces substances. Par exemple, pour les légumes, le niveau d'intervention recommandé par la Commission Européenne est de 0,30 pg I-TEQ/g (soit moins d'un millionième de millionièmes de gramme par gramme de végétal).

Afin de limiter les émissions de ces substances toxiques dans l'environnement, la réglementation française impose aux incinérateurs de déchets depuis 2002 une valeur limite de rejet en dioxines – furannes en concentration dans les fumées (0,1 ng NATO I-TEQ¹ / Nm³, soit un dix-milliardième de gramme par mètre cube), et depuis 2010 une valeur limite en flux journalier émis (à fixer pour chaque installation, en fonction de sa capacité de traitement en tonnes de déchets par an ; 42.10⁻⁶ g NATO I-TEQ / j, soit 42 millionièmes de grammes par jour).

S'agissant de l'usine d'incinération de Valezan, comme indiqué dans le procès verbal de constatations, les valeurs limites d'émission fixées pour les dioxines – furannes ont été dépassées sur une longue période, du 22/05 au 14/08/15. Des analyses complémentaires sont en cours afin de déterminer si la non conformité se poursuit (ce qui pourrait nous conduire à d'autres actions administratives ou pénales). Compte tenu de la toxicité de ces composés, un tel dépassement est susceptible d'avoir un impact dans l'environnement local et ne peut perdurer.

Nous avons demandé à l'exploitant que nous soient transmis au plus vite les résultats de la campagne 2015 de surveillance de l'environnement prescrite à l'article 3 - § 7.8.3 de l'arrêté du 1/02/12, qui s'avère avoir été réalisée pendant la période de dépassement des valeurs limites d'émission. Au jour de la rédaction du présent procès verbal, les éléments transmis par l'exploitant, concernant les analyses de lait, lichens, légumes et herbages, ne montrent cependant pas d'évolution significative par rapport aux années précédentes.

Le rapport d'incident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et de l'article 3 - § 7.10.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/02/12, précisant les causes techniques à l'origine de ces dépassements et les actions correctives mises en œuvre ou envisagées a été transmis par courrier électronique du 23/05/15. Des investigations complémentaires sont en cours et permettront d'identifier précisément ses causes qui peuvent être diverses. En attendant la résolution de ces difficultés, l'exploitant nous a indiqué avoir notamment augmenté, début septembre, la concentration de charbon actif injectée dans les fumées, afin d'absorber davantage les dioxines et furannes².

2) Non-réalisation de la contre-mesure dans les délais réglementaires

La contre-mesure ponctuelle à l'émission est destinée à confirmer ou infirmer la non-conformité des rejets en dioxines - furannes.

- 1 A l'issue de l'analyse, les concentrations de chaque congénère de la famille des dioxines et furannes sont pondérées par leur toxicité relative pour calculer une concentration unique en dioxines – furannes notée I-TEQ pour "équivalent toxique". La règle de pondération, qui est celle de l'OTAN (NATO), est fixée en annexe 3 – e de l'arrêté préfectoral. La concentration est exprimée en nanogramme par mètre cube d'air (ramené à des conditions standard de température, de pression et de concentration en oxygène).
- 2 Ce réactif constitue un des aspects du dispositif d'épuration des fumées de l'usine. Il est injecté en amont du filtre à manches.

La réglementation prévoit un délai de 10 jours suivant la réception par l'exploitant des résultats non conformes. Ce délai court, exigé uniquement pour les dioxines et furannes, est fixé pour que ce dernier puisse prendre rapidement les mesures correctives qui s'imposent en cas de dépassement des valeurs limites, afin de limiter dans le temps le rejet de fumées non conformes dans l'environnement. En l'absence de résultat de contre-mesure, l'exploitant a continué jusqu'à début septembre, d'exploiter l'usine sans apporter aucune solution au problème des rejets non conformes en dioxines - furannes.

3) Non respect des délais d'information de l'inspection des installations classées

L'exploitant a eu connaissance des premiers résultats non conformes vers le 21/07/15. Nous n'avons été informés de ce dépassement que le 7/09/15. Cette absence de communication apparaît comme une dissimulation d'une non-conformité grave au service d'inspection des installations classées. Nous n'avons été informés que suite à la réception par l'exploitant d'un second rapport d'analyses mensuelles non conformes. Ce retard d'information retarde la mise en œuvre des actions administratives éventuellement nécessaires pour protéger l'environnement et les riverains, en application du code de l'environnement.

Clôture :

Les faits constatés relèvent de l'infraction suivante :

**EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE AUTORISEE SANS RESPECT
DES REGLES GENERALES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : Code Natinf : 4808
(contravention)**

Contraventions définies par :

ART.R.514-4 3°, ART.R.512-28, ART.R.512-29, ART.R.512-30, ART.R.512-31,
ART.L.512-5 C.ENVIR.

Réprimées par :

ART.R.514-4 AL.1 C.ENVIR. ART.R. 514-4.3° C.ENVIR.

Fait et clos à Chambéry le 25 septembre 2015 à 14 h

En annexe au présent :

- 1 Procès verbal de constatations

L'inspecteur de l'environnement



Guillaume DINOCHÉAU

PROCES-VERBAL DE CONSTATATIONS

Procès-verbal N°: 20150925-PV-UiomValezanDepasstDioxinesConstat-v4

N° de pièce: 2/2

Nous soussignés, Guillaume DINOCHEAU, inspecteur de l'Environnement affecté à la DREAL Rhone Alpes, en poste à Chambéry :

Unité territoriale des deux Savoie, 430 rue de la Belle Eau, 73000 Chambéry

Tél. : 04 79 62 81 88 ; Mail : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr

En vertu des articles 28 du Code de Procédure Pénale et L.172-1, L.172-4, L.172-5 du Code de l'Environnement,

Ce jour, le 25 septembre 2015 à 14 h, nous trouvant au bureau de notre administration, rapportons les opérations suivantes :

Les faits :

Le SMITOM de Tarentaise, autorisé au titre de la législation sur les installations classées à exploiter l'usine d'incinération de déchets non dangereux de Valezan, n'a pas respecté plusieurs prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/02/12 :

- article 3 - § 7.7.2 et 7.7.3 et annexe 3 – d : valeurs limites d'émissions en dioxines – furannes ;
- article 3 - § 7.8.2.3 : contre-mesure des dioxines – furannes dans les 10 jours suivant la réception d'un rapport d'analyses montrant un dépassement des valeurs limites pour ce paramètre ;
- article 3 - § 7.10.1 : information de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais en cas de dépassement valeurs limites d'émissions.

Saisine :

Ces faits sont issus de l'examen réglementaire, au bureau, des résultats d'auto-surveillance transmis par l'exploitant à notre service conformément aux dispositions dudit arrêté, et des informations obtenues de l'exploitant par téléphone et courrier électronique.

État des lieux (cadre réglementaire) :

Le SMITOM de Tarentaise est autorisé par arrêté préfectoral du 1/02/12 à exploiter l'usine d'incinération de déchets non dangereux sis sur la commune de Valezan. En pratique, l'exploitant délègue la conduite des installations à la société NOVERGIE.

L'usine comporte un four de capacité 3,3 t / h, pour une capacité annuelle maximale de 24 750 t de déchets incinérés. Elle traite principalement des ordures ménagères résiduelles (après tri sélectif par les ménages) et, de façon plus marginale, des déchets d'activités économiques assimilables aux déchets ménagers et des boues de stations d'épuration urbaines.

L'arrêté préfectoral du 1/02/12, qui reprend les dispositions de l'arrêté ministériel du 20/09/02 modifié relatif à l'incinération de déchets non dangereux, impose notamment à l'exploitant la réalisation de différentes mesures de surveillance des émissions atmosphériques de l'usine (cheminée).

Concernant en particulier le paramètre "dioxines et furannes", famille de composés chimiques à haute toxicité présente à l'état de trace dans les fumées d'incinération de déchets, l'arrêté (article 3 - § 7.8.2) prévoit les mesures suivantes :

- mesures semestrielles par un laboratoire extérieur (prélèvement sur 6 heures selon la norme ad hoc) ;
- mesure en semi-continu : le dispositif AMESA, développé par la société Environnement S.A. et installé à demeure dans l'usine, prélève en continu pendant 4 semaines un échantillon de gaz adsorbé sur une cartouche ; à la fin de la période, la cartouche est envoyée dans un laboratoire d'analyses qui quantifie les dioxines et furannes dans les rejets atmosphériques, et une nouvelle cartouche est mise en place.

L'arrêté (article 3 - § 7.7.2 et 7.7.3 et annexe 3 – d) fixe également les valeurs limites à respecter par les effluents atmosphériques, après traitement (ajout de réactifs et filtration) :

- en concentration (0,1 ng NATO I-TEQ¹ / Nm³) ;
- et en flux journalier (42.10⁻⁶ g NATO I-TEQ / j).

Conformément à l'article 3 - § 7.10.1, les résultats d'analyses doivent nous être transmis :

- dès que le rapport est en possession de l'exploitant s'agissant des mesures semestrielles,
- mensuellement s'agissant des mesures en semi-continu,
- dans les meilleurs délais en cas de dépassement des valeurs limites d'émission.

Ces résultats doivent être accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés le cas échéant ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'arrêté prescrit également (article 3 - § 7.8.3) une surveillance de l'impact de l'usine dans son environnement proche concernant les dioxines – furannes et les métaux. Doivent être surveillées, au travers d'une campagne de mesures annuelle, les matrices suivantes : lait, légumes et herbages, lichens, retombées atmosphériques, sols (une année sur deux).

Constatations :

1) Dépassement des valeurs limites d'émission en dioxines-furannes

Le SMITOM de Tarentaise nous a informé par téléphone le 7/09/15 (confirmation par courrier électronique du même jour) du dépassement, pour les cartouches AMESA des périodes 33 (du 22/05 au 19/06/15) et 34 (du 19/06 au 17/07/15), des valeurs limites de rejet applicables aux dioxines / furannes. Par courrier électronique du 11/09/15, nous a également été transmis le rapport d'analyses de la cartouche n°35 (du 17/07 au 14/08/15), qui montre encore une non conformité.

Le rapport relatif à la période n° 32 (du 24/04 au 22/05/15), transmis par courrier électronique du 9/09, montrait une concentration en dioxines / furannes conforme mais inhabituelle. Les données sont récapitulées ci-dessous, avec celles de la période 31, pour mémoire et comparaison :

N° période	Dates	Concentration PCDD/F (ng NATO I-TEQ / m ³ à Oréf et sur gaz sec)	Valeur limite (ng NATO I-TEQ / m ³)	Flux moyen journalier émis pendant la période (g NATO I-TEQ / j)	Valeur limite (g NATO I-TEQ / j)
31	Du 27/03 au 24/04/15	0,0003	0,1	8.10-8	42.10-6
32	du 24/04 au 22/05/15	0,0492	0,1	11,9.10-6	42.10-6
33	du 22/05 au 19/06/15	0,1031	0,1	17,1.10-6	42.10-6
34	Du 19/06 au 17/07/15	0,2919	0,1	29,0.10-6	42.10-6
35	du 17/07 au 14/08/15	0,1504	0,1	37,5.10-6	42.10-6

- 1 A l'issue de l'analyse, les concentrations de chaque congénère de la famille des dioxines et furannes sont pondérées par leur toxicité relative pour calculer une concentration unique en dioxines – furannes notée I-TEQ pour "équivalent toxique". La règle de pondération, qui est celle de l'OTAN (NATO), est fixée en annexe 3 – e de l'arrêté préfectoral. La concentration est exprimée en nanogramme par mètre cube d'air (ramené à des conditions standard de température, de pression et de concentration en oxygène) :ng / Nm³.

Même si la tendance est à la baisse, les rejets de l'usine ont donc connu 3 dépassements consécutifs des valeurs limites d'émission fixées pour les dioxines – furannes. Les valeurs limites ont été dépassées sur une longue période, du 22/05 au 14/08/15. Des analyses complémentaires sont en cours afin de déterminer si la non conformité se poursuit.

2) Non-réalisation de la contre-mesure dans les délais réglementaires

La contre-mesure ponctuelle à l'émission prévue à l'article 3 - § 7.8.2.3 de l'arrêté et destinée à confirmer ou infirmer la non-conformité des rejets, a été effectuée par l'exploitant le 14/09/15. Cependant le rapport d'analyses rédigé par le laboratoire CME Environnement pour la première période non conforme (n°33, du 22/05 au 19/06/15) est daté du 21/07/15. Le délai prescrit par l'arrêté pour faire réaliser les contre-mesures de dioxines – furannes (10 jours suivant la réception de résultats de mesure en semi-continu non conformes) a donc été largement dépassé.

L'exploitant nous a indiqué par téléphone n'avoir été informé par son délégataire (la société NOVERGIE) de la non-conformité des rejets de la période n°33 que simultanément à la transmission par NOVERGIE du rapport relatif à la seconde période non conforme (n° 34, du 19/06 au 17/07/15), daté du 3/09/15. C'est seulement ce second rapport qui a déclenché la contre-mesure réglementaire.

3) Non respect des délais d'information de l'inspection des installations classées

Comme rappelé plus haut, l'arrêté préfectoral d'autorisation (article 3 - § 7.10.1) prévoit que les résultats d'analyses doivent nous être transmis dans les meilleurs délais en cas de dépassement des valeurs limites d'émission, avec les commentaires appropriés. Le délai écoulé entre l'édition du rapport d'analyses de la première période non conforme (n°33 ; 21/07/15), témoignant d'un dysfonctionnement des installations d'incinération, et l'information de notre service (7/09/15) n'est pas conforme à l'exigence réglementaire précitée. De même que la contre-mesure susmentionnée, l'information de notre service n'est en effet intervenue qu'après 2 résultats successifs non conformes, en non-conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Mesures prises (action administrative, pour mémoire) :

Suite à ces constats nous avons proposé à M. le préfet de prendre à l'encontre du SMITOM de Tarentaise un arrêté le mettant en demeure de respecter les valeurs limites d'émission. L'exploitant en a été informé par courrier du 11/09/15.

Une visite d'inspection de l'usine est programmée le mardi 29/09 sur ce sujet particulier afin de vérifier l'état des installations et leurs conditions d'exploitation.

Fait à Chambéry le 25 septembre 2015 à 14 h

L'inspecteur de l'environnement



Guillaume DINOCHÉAU

DREAL
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité territoriale des Deux Savoie
430, rue de la Belle Eau
73000 CHAMBERY

Inspection des installations classées
pour la protection de l'environnement

Département de la Savoie

Procès-verbal de contraventions
transmis à monsieur le procureur de la
République du TGI d'Albertville

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DU PROCÈS VERBAL

A RETOURNER A LA DREAL
avec le numéro d'enregistrement de l'affaire

Nom et qualité du rédacteur du procès-verbal	Guillaume DINOCHEAU Inspecteur de l'environnement
Contrevenant	SMITOM de Tarentaise
Nom et qualité du responsable	Monsieur M. Gaston PASCAL-MOUSSELARD, président
Nature de l'infraction	Code NATINF 4808
Date du procès-verbal	24-09-2015
Référence du procès verbal	20150924-PV-UiomValezanDepasstDioxinesSynthese-v3.odt

L'affaire a été enregistrée sous le n°

A Albertville, le _____

Le Magistrat
faisant fonction de Ministère Public,

DREAL
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité territoriale des Deux Savoie
430, rue de la Belle Eau
73000 CHAMBERY

Inspection des installations classées
pour la protection de l'environnement

Département de la Savoie

Procès-verbal de contraventions
transmis à monsieur le procureur de la
République du TGI d'Albertville

BULLETIN D'INFORMATION SUR LES SUITES JUDICIAIRES

**A RETOURNER A LA DREAL
A L'ISSUE DU JUGEMENT OU DU
CLASSEMENT DE L'AFFAIRE**

Nom et qualité du rédacteur du procès-verbal	Guillaume DINOCHEAU Inspecteur de l'environnement
Contrevenant	SMITOM de Tarentaise
Nom et qualité du responsable	Monsieur M. Gaston PASCAL-MOUSSELARD, président
Nature de l'Infraction	Code NATINF 4808
Date du procès-verbal	24-09-2015
Référence du procès verbal	20150924-PV-UiomValezanDepasstDioxinesSynthese-v3.odt

L'affaire enregistrée sous le n° _____ a donné lieu aux suites suivantes :

- Jugement du : _____
- Peine : _____

A Albertville, le _____

Le Magistrat
faisant fonction de Ministère Public,